

Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Asbestos

Code géographique : 40043

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), MANON CARRIER, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Asbestos pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2019-05-06

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la VILLE D'ASBESTOS,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE D'ASBESTOS, (l'« entité »), et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états consolidés des résultats, de la variation de leur dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE D'ASBESTOS au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Malgré des éléments probants justifiant la comptabilisation d'une provision pour l'assainissement des sites contaminés, la direction n'a évalué aucune provision pour l'assainissement d'un site contaminé. Les incidences de l'absence de provision pour l'assainissement des sites contaminés sur les états financiers n'ont pas été déterminées.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE D'ASBESTOS inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement du déficit de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GROUPE RDL VICTORIAVILLE SENCRL

JOËL MINVILLE, CPA AUDITEUR, CA

DATE 2019-05-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget	Réalisations	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	6 674 290	6 719 711	6 758 469
Compensations tenant lieu de taxes	2	413 250	405 634	378 934
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 974 069	2 608 153	3 911 774
Services rendus	5	1 150 632	1 279 197	1 879 556
Imposition de droits	6	133 800	206 017	190 160
Amendes et pénalités	7	167 700	178 325	185 629
Revenus de placements de portefeuille	8		5 809	1 937
Autres revenus d'intérêts	9	72 928	137 771	128 922
Autres revenus	10	36 803	107 169	166 087
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	10 623 472	11 647 786	13 601 468
Charges				
Administration générale	14	1 541 300	1 569 981	1 694 947
Sécurité publique	15	1 092 800	1 132 692	1 102 829
Transport	16	1 832 920	2 542 961	3 020 411
Hygiène du milieu	17	2 724 382	3 234 343	3 052 138
Santé et bien-être	18	134 800	120 834	136 376
Aménagement, urbanisme et développement	19	528 020	700 206	699 857
Loisirs et culture	20	1 474 600	1 716 825	1 441 105
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	266 630	210 550	217 742
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	9 595 452	11 228 392	11 365 405
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 028 020	419 394	2 236 063
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		24 310 516	22 074 453
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		24 310 516	22 074 453
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		24 729 910	24 310 516

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	303 300	788 500
Débiteurs (note 5)	2	6 375 787	6 446 662
Prêts (note 6)	3	51 147	51 147
Placements de portefeuille (note 7)	4	256 091	242 228
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	6 986 325	7 528 537
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	9 088 312	7 819 715
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 286 525	2 751 722
Revenus reportés (note 12)	12	105 340	115 537
Dette à long terme (note 13)	13	7 974 050	7 544 624
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	20 454 227	18 231 598
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(13 467 902)	(10 703 061)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	37 259 073	34 270 106
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	739 659	546 419
Stocks de fournitures	19	113 329	101 351
Autres actifs non financiers (note 17)	20	85 751	95 701
	21	38 197 812	35 013 577
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	24 729 910	24 310 516

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 028 020	419 394	2 236 063
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	4 579 899)	(8 641 823)
Produit de cession	3		7 166	265 058
Amortissement	4		1 580 646	1 659 243
(Gain) perte sur cession	5		3 120	(15 712)
Réduction de valeur / Reclassement	6			(1 760)
	7		(2 988 967)	(6 734 994)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(193 240)	(228 964)
Variation des stocks de fournitures	9		(11 978)	88 719
Variation des autres actifs non financiers	10		9 950	(63 935)
	11		(195 268)	(204 180)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 028 020	(2 764 841)	(4 703 111)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(10 703 061)	(5 999 950)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(10 703 061)	(5 999 950)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(13 467 902)	(10 703 061)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	419 394	2 236 063
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 580 646	1 659 243
Autres			
- GAIN (PERTE) SUR CESSION IMMOS	3	3 120	(15 712)
-	4		
	5	2 003 160	3 879 594
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	70 875	(1 240 148)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	534 803	1 006 460
Revenus reportés	9	(10 197)	4 179
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(193 240)	(230 724)
Stocks de fournitures	12	(11 978)	88 719
Autres actifs non financiers	13	9 950	(63 935)
	14	2 403 373	3 444 145
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 579 899)	(8 641 823)
Produit de cession	16	7 166	265 058
	17	(4 572 733)	(8 376 765)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(47 958)	(50 431)
Remboursement ou cession	19	13 469	101 614
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(34 489)	51 183
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 290 732	220 402
Remboursement de la dette à long terme	24	(841 156)	(885 164)
Variation nette des emprunts temporaires	25	1 268 597	5 919 715
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	476	573
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 718 649	5 255 526
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(485 200)	374 089
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	788 500	414 411
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	788 500	414 411
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	303 300	788 500

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville d'Asbestos est un organisme municipal régit par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers *consolidés* sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent le déficit de l'exercice à des fins fiscales *par organismes* présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent accumulé *consolidé* à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la municipalité comprend l'organisme suivant : le Site d'enfouissement sanitaire régional d'Asbestos. Les comptes de la ville et de l'organisme compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part de participation de la ville et les soldes interorganismes sont éliminés. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville. Le taux de participation de la ville dans les opérations du Site d'enfouissement sanitaire régional d'Asbestos pour l'exercice est de 41,14 %. Le taux de participation de début et de fin d'exercice n'a pas varié.

b) Partenariats

La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale sanitaire des Hameaux. Les comptes de la ville et de la régie sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville. Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale sanitaire des Hameaux pour l'exercice est de 36,40 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 36,47 % en début d'exercice à 36,40 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Constatation des revenus

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilisation d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autre revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Placements à long terme

Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse de valeur.

b) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

- Infrastructures : 15 à 40 ans
- Bâtiments : 15 à 40 ans
- Véhicules : 10 à 20 ans
- Ameublement et équipement de bureau : 5 à 10 ans
- Machinerie, outillage et équipement : 10 à 20 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût et seront amorties dans l'exercice où elles seront mises en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créiteurs et charges à payer dues et non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville d'Asbestos est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régie intermunicipale sanitaire des Hameaux

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et charges à payer dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**Dépréciation d'actifs à long terme**

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables**Actifs éventuels**

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3320, Actifs éventuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Puisque la ville n'avait aucun actif éventuel probable à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Cette nouvelle norme a été appliquée de façon prospective.

Droits contractuels

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 3380, Droits contractuels. La nouvelle norme comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Les informations requises sur les droits contractuels de la ville en vertu de cette nouvelle norme comptable sont présentées à la note 19 et portent sur des baux de location ainsi que sur des ententes de transferts. Cette nouvelle norme a été appliquée de façon prospective.

Information relative aux apparentés et opérations interentités

À compter du présent exercice, la ville a adopté la norme SP 2200, information relative aux apparentés et la norme SP 3420, Opérations interentités. Ces nouvelles normes, qui définissent la notion d'apparentés, comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable.

Puisque la municipalité n'avait aucune opération entre apparentés et interentités à la date des états financiers, aucune information n'a été présentée aux états financiers. Ces nouvelles normes ont été appliquées de façon prospective.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 303 300	788 500
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 303 300	788 500
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 172 812	150 000
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
Régie intermunicipale sanitaire des Hameaux		
La Régie possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 100 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 946 892	1 041 574
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 654	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 2 170 331	2 158 730
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 574 092	1 080 869
Organismes municipaux	15 47 412	93 956
Autres		
- COUR. MUN. SERV. RENDUS & INT.	16 716 186	932 875
- MUTATIONS, CORPO ET AUTRES	17 1 920 220	1 138 658
	18 6 375 787	6 446 662
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 797 207	817 833
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 797 207	817 833
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 429 927	404 763
Note		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	51 147	51 147
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
-	26		
-	27		
	28	51 147	51 147
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	83 303	69 440
Autres placements	31	172 788	172 788
	32	256 091	242 228
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	137 589	133 735
Régimes de retraite des élus municipaux	42	5 699	5 071
	43	143 288	138 806

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie d'une marge de crédit autorisée au montant de 3 500 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel. L'emprunt bancaire est renégociable annuellement.

De plus, la Ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés au montant de 15 516 416 \$, portant intérêts à des taux variant de 4,2 % à 4,45 %, échéant de septembre 2019 à août 2020.

Régie intermunicipale sanitaire des Hameaux

La Régie bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 100 000 \$ portant intérêts au taux préférentiel plus 0,5 % et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Régie.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	576 382	1 405 984
Salaires et avantages sociaux	48	349 606	332 813
Dépôts et retenues de garantie	49	533 242	432 001
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- INTÉRÊTS	53	72 989	58 838
- GOUVERNEMENTS	54	33 917	92 675
- ORGANISMES MUNICIPAUX	55	214 389	49 769
- AUTRES COURUS ET PASSIFS	56	1 506 000	379 642
-	57		
	58	3 286 525	2 751 722

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	13 723	13 723
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- RPS, pacte rural, FSTD, TECQ	68	41 617	51 814
- MINE JEFFREY - ENTRETIEN	69	50 000	50 000
-	70		
-	71		
	72	105 340	115 537

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,85	4,45	2019	2023	73	7 687 972	7 355 367
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,02	3,89	2022	2023	79	287 026	190 681
Autres					80		
					81	7 974 998	7 546 048
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(948)	(1 424)
					83	7 974 050	7 544 624

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	1 828 672	100	75 619	109	1 904 291
2020	85	93	763 180	101	78 223	110	841 403
2021	86	94	2 159 600	102	80 918	111	2 240 518
2022	87	95	444 600	103	47 837	112	492 437
2023	88	96	2 491 920	104	4 429	113	2 496 349
2024 et +	89	97		105		114	
	90	98	7 687 972	106	287 026	115	7 974 998
Intérêts et frais accessoires			107 (				124 (
	91	99	7 687 972	108	287 026	116	7 974 998

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126 (13 467 902)	(10 703 061)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 ((
Autres	128 ((
	129 (13 467 902)	(10 703 061)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	10 156 220	158		185		212	10 156 220
Eaux usées	131	15 886 534	159		186		213	15 886 534
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	12 261 313	160	651	187	(153 325)	214	12 415 289
Autres	133	4 728 313	161	47 195	188		215	4 775 508
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 373 002	163	14 446	190		217	4 387 448
Améliorations locatives	136	4 100	164		191		218	4 100
Véhicules	137	5 985 428	165	600 642	192	(3 397)	219	6 589 467
Ameublement et équipement de bureau	138	1 662 126	166	23 611	193		220	1 685 737
Machinerie, outillage et équipement divers	139	3 577 029	167	331 986	194		221	3 909 015
Terrains	140	795 176	168	114 478	195	6 330	222	903 324
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>59 429 241</u>	170	<u>1 133 009</u>	197	<u>(150 392)</u>	224	<u>60 712 642</u>
Immobilisations en cours	143	<u>9 696 996</u>	171	<u>3 446 890</u>	198	<u>211 472</u>	225	<u>12 932 414</u>
	144	<u>69 126 237</u>	172	<u>4 579 899</u>	199	<u>61 080</u>	226	<u>73 645 056</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	6 537 227	173	197 963	200		227	6 735 190
Eaux usées	146	10 201 310	174	363 046	201		228	10 564 356
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	6 399 615	175	262 232	202		229	6 661 847
Autres	148	2 061 160	176	83 579	203		230	2 144 739
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 905 287	178	86 611	205		232	1 991 898
Améliorations locatives	151	4 100	179		206		233	4 100
Véhicules	152	3 879 764	180	357 858	207	50 794	234	4 186 828
Ameublement et équipement de bureau	153	1 484 951	181	51 978	208		235	1 536 929
Machinerie, outillage et équipement divers	154	2 382 717	182	177 379	209		236	2 560 096
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>34 856 131</u>	184	<u>1 580 646</u>	211	<u>50 794</u>	238	<u>36 385 983</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>34 270 106</u>					239	<u>37 259 073</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251	640 212	439 715
Autres	252	99 447	106 704
	253	739 659	546 419
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	739 659	546 419
<hr/>			
Note			
<hr/>			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- ASSURANCES	256	48 688	22 928
- CAMP MUSICAL	257	9 449	9 449
- SYST. TEL., LICENCE, TIMBRES	258	2 623	7 604
Autres			
- FESTIVAL DES GOURMANDS	259		55 720
- LOCATION DE PLATEAU	260	24 991	
	261	85 751	95 701
<hr/>			
Note			
<hr/>			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée envers l'Office municipal d'habitation d'Asbestos à combler 10 % du déficit annuel conformément aux dispositions de la Loi de la société d'habitation du Québec.

Régie intermunicipale sanitaire des Hameaux

La Régie s'est engagée depuis le 22 avril 2006 comme mandataire suite à la signature d'une entente intermunicipale avec d'autres organismes municipaux relativement à la cueillette et au transport des matières résiduelles. Le terme de l'entente se termine le 31 décembre 2025 et comporte par la suite un renouvellement automatique par période successive de dix ans. La Régie détermine les versements mensuels à effectuer selon le coût budgété des opérations.

Au cours de l'exercice, la Régie s'est engagée à signer un bail pour la location d'un bâtiment, d'une durée de 59 mois durant lequel il lui sera loisible d'exercer ou non son option d'achat.

19. Droits contractuels

Dans le cadre du programme de subvention sur les infrastructures, la municipalité, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral ont signé un protocole d'entente dans lequel les gouvernements s'engagent à verser une somme de 2 054 380 \$ pour des travaux. La municipalité doit également investir 993 860 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant le 31 décembre 2019. À la date des états financiers, un solde de 522 000 \$ est comptabilisé à recevoir.

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

La ville a cautionné des prêts hypothécaires pour le "Centre récréatif d'Asbestos" pour un montant de 217 020 \$. Ces prêts ont une valeur nominale de 400 000 \$. Il est impossible d'évaluer le montant que la ville pourrait devoir payer en cas de défaut du "Centre récréatif d'Asbestos".

La Ville se porte également caution des emprunts consentis à la "Corporation du complexe industriel d'Asbestos inc." pour une somme de 99 998 \$. Ces prêts ont une valeur nominale de 858 000 \$. Il est impossible d'évaluer le montant que la ville pourrait devoir payer en cas de défaut de la "Corporation du complexe industriel d'Asbestos inc.".

La Ville se porte également caution d'un emprunt consenti à la "La Maison des familles Famillation" pour une somme de 35 181 \$. Ce prêt a une valeur nominale de 60 000 \$. Il est impossible d'évaluer le montant que la ville pourrait devoir payer en cas de défaut de la "La Maison des familles Famillation".

La Ville se porte également caution d'un emprunt consenti au "Festival des Gourmands" pour une somme de 10 000 \$. Ce prêt a une valeur nominale de 50 000 \$. Il est impossible d'évaluer le montant que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut du "Festival des Gourmands".

La Ville se porte également caution d'un emprunt consenti au "Centre d'innovation minière de la MRC des Sources" pour une somme de 20 000 \$. Ce prêt a une valeur nominale de 150 000 \$. Il est impossible d'évaluer le montant que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut du "Centre d'innovation minière de la MRC des Sources".

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres**Réserve (coût de fermeture et poste de fermeture)**

Le Site d'enfouissement sanitaire régional d'Asbestos a provisionné un montant de 420 030 \$ pour la restauration de son site d'enfouissement. Cette provision a été effectuée en fonction des revenus tirés du site antérieurement. Au 31 décembre 2018, il est impossible de déterminer les coûts réels totaux que devra payer l'organisme pour la restauration du site et si cette réserve s'avérait suffisante pour rencontrer ses obligations.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques. L'organisme contrôlé "Le site d'enfouissement sanitaire d'Asbestos" est exclu du budget consolidé puisqu'il n'a pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S/O

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2017		Budget 2018	Réalizations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	6 758 469	6 674 290	6 719 711			6 719 711
Compensations tenant lieu de taxes	2	378 934	413 250	405 634			405 634
Quotes-parts	3					398 151	
Transferts	4	1 675 540	1 801 150	1 827 376		158 777	1 986 153
Services rendus	5	1 626 868	844 200	967 090		339 991	1 279 197
Imposition de droits	6	190 160	133 800	206 017			206 017
Amendes et pénalités	7	185 629	167 700	178 325			178 325
Revenus de placements de portefeuille	8	1 937		5 809			5 809
Autres revenus d'intérêts	9	126 393	72 200	130 528		7 243	137 771
Autres revenus	10	147 674	31 980	96 973		10 196	107 169
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	11 091 604	10 138 570	10 537 463		914 358	11 025 786
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	2 089 944		622 000			622 000
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	2 089 944		622 000			622 000
	21	13 181 548	10 138 570	11 159 463		914 358	11 647 786
Charges							
Administration générale	22	1 571 579	1 541 300	1 439 006	47 967	83 008	1 569 981
Sécurité publique	23	1 008 311	1 092 800	1 037 909	94 783		1 132 692
Transport	24	2 489 109	1 832 920	2 029 923	513 038		2 542 961
Hygiène du milieu	25	2 115 027	2 239 480	2 303 818	561 476	795 084	3 234 343
Santé et bien-être	26	136 376	134 800	120 834			120 834
Aménagement, urbanisme et développement	27	685 601	528 020	686 623	13 583		700 206
Loisirs et culture	28	1 261 494	1 474 600	1 536 203	180 622		1 716 825
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	207 608	266 630	196 385		14 165	210 550
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	1 538 465		1 411 469	(1 411 469)		
	33	11 013 570	9 110 550	10 762 170		892 257	11 228 392
Excédent (déficit) de l'exercice	34	2 167 978	1 028 020	397 293		22 101	419 394

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalizations 2018		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 167 978	1 028 020	397 293	22 101	419 394
Moins: revenus d'investissement	2	(2 089 944)	()	(622 000)	()	(622 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	78 034	1 028 020	(224 707)	22 101	(202 606)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 538 465		1 411 469	169 177	1 580 646
Produit de cession	5	262 469		7 166		7 166
(Gain) perte sur cession	6	(13 123)		3 120		3 120
Réduction de valeur / Reclassement	7	(1 760)				
	8	1 786 051		1 421 755	169 177	1 590 932
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	18 971		10 551		10 551
Réduction de valeur / Reclassement	10	1 760				
	11	20 731		10 551		10 551
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	65 636		22 501		22 501
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	(319)				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	35 979		11 275		11 275
	15	101 296		33 776		33 776
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(685 048)	(666 060)	(659 974)	(181 182)	(841 156)
	18	(685 048)	(666 060)	(659 974)	(181 182)	(841 156)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(243 155)	(503 330)	(273 206)	(1 532)	(274 738)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	20 997			55 140	55 140
Excédent de fonctionnement affecté	21				6 707	6 707
Réserves financières et fonds réservés	22	(114 991)	141 370	(209 480)	15 852	(193 628)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(337 149)	(361 960)	(482 686)	76 167	(406 519)
	26	885 881	(1 028 020)	323 422	64 162	387 584
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	963 915		98 715	86 263	184 978

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Réalisations 2017</u>		<u>Réalisations 2018</u>	
		<u>Administration municipale</u>		<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>
					<u>Total consolidé ¹</u>
Revenus d'investissement	1	2 089 944		622 000	622 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(38 763)		(55 617)	(55 617)
Sécurité publique	3	(23 481)		(17 051)	(17 051)
Transport	4	(4 079 545)		(3 315 592)	(3 315 592)
Hygiène du milieu	5	(4 150 499)		(836 764)	(324 529)
Santé et bien-être	6	()		()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(7 433)		()	()
Loisirs et culture	8	(108 096)		(30 346)	(30 346)
Réseau d'électricité	9	()		()	()
	10	(8 407 817)		(4 255 370)	(324 529)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	(249 695)		(203 791)	(203 791)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(50 431)		(47 958)	(47 958)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13			1 075 400	215 332
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	243 155		273 206	1 532
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	248 276		520 598	107 665
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	508 000			
	18	999 431		793 804	109 197
	19	(7 708 512)		(2 637 915)	(2 637 915)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(5 618 568)		(2 015 915)	(2 015 915)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2017</u>	<u>Administration</u>	<u>2018</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	508 210	136 408	166 892	303 300
Débiteurs (note 5)	2	6 255 962	6 176 222	199 565	6 375 787
Prêts (note 6)	3	51 147	51 147		51 147
Placements de portefeuille (note 7)	4	69 440	83 303	172 788	256 091
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	6 884 759	6 447 080	539 245	6 986 325
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	7 819 715	9 088 312		9 088 312
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 407 168	2 924 774	361 751	3 286 525
Revenus reportés (note 12)	12	115 537	105 340		105 340
Dette à long terme (note 13)	13	7 194 200	7 589 000	385 050	7 974 050
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	17 536 620	19 707 426	746 801	20 454 227
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(10 651 861)	(13 260 346)	(207 556)	(13 467 902)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	33 889 680	36 723 295	535 778	37 259 073
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	546 419	739 659		739 659
Stocks de fournitures	19	101 351	113 329		113 329
Autres actifs non financiers (note 17)	20	92 129	59 074	26 677	85 751
	21	34 629 579	37 635 357	562 455	38 197 812
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 693 637	1 265 671	155 300	1 420 971
Excédent de fonctionnement affecté	23	150 000	150 000	13 415	163 415
Réserves financières et fonds réservés	24	415 865	625 345	36 404	661 749
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	26	(6 462 103)	(8 471 616)		(8 471 616)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	28 180 319	30 805 611	149 780	30 955 391
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	23 977 718	24 375 011	354 899	24 729 910

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
Rémunération	1	2 765 565	2 736 269	2 990 164	2 907 183
Charges sociales	2	564 175	558 201	591 400	638 662
Biens et services	3	4 523 093	4 759 660	4 748 739	4 825 626
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	227 976	156 665	170 830	167 240
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	28 654	28 654	28 654	32 545
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	10 000	11 066	11 066	17 957
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	561 087	561 087	561 087	550 148
Transferts	10				
Autres	11			6 707	6 720
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	430 000	469 263	469 263	460 843
Amortissement des immobilisations	14		1 411 469	1 580 646	1 659 243
Autres					
- CRÉANCES DOUTEUSES	15		29 019	29 019	31 836
- FONDS GARANTIE UMQ	16		11 275	11 275	35 979
- ESCOMPTE ET DONS	17		29 542	29 542	31 423
	18	9 110 550	10 762 170	11 228 392	11 365 405

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 420 971	1 925 688
Excédent de fonctionnement affecté	163 415	170 160
Réserves financières et fonds réservés	661 749	467 874
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	() ()	() ()
Financement des investissements en cours	(8 471 616)	(6 462 103)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30 955 391	28 208 897
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	[]	[]
	24 729 910	24 310 516
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	1 265 671	1 693 637
Organismes contrôlés et partenariats ¹	155 300	232 051
	1 420 971	1 925 688
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
- RELOCALISATION ÉCOCENTRE	150 000	150 000
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
	150 000	150 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
- SURPLUS - MUNICIPALITÉS	13 415	20 160
-		
-		
	13 415	20 160
	163 415	170 160
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
- INFRASTRUCTURES	625 345	415 865
-		
-		
-		
-		
	625 345	415 865
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-		
-		
-		
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale		
Organismes contrôlés et partenariats	36 404	36 232
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale		
Organismes contrôlés et partenariats		15 777
Montant non réservé		
Administration municipale		
Organismes contrôlés et partenariats		
Fonds local d'investissement		
Fonds local de solidarité		
Autres		
-		
-		
	36 404	52 009
	661 749	467 874

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 () (

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (8 471 616 ) (	( 6 462 103)
	84 (8 471 616)	(6 462 103)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 37 259 073	34 270 106
Propriétés destinées à la revente	86 739 659	546 419
Prêts	87 51 147	51 147
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 83 303	69 440
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 38 133 182	34 937 112
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 38 133 182	34 937 112
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (7 974 050 ) (	7 544 624)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (948 ) (	1 424)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 797 207	817 833
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (7 177 791 ) (	6 728 215)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()
	100 (7 177 791 ) (	6 728 215)
	101 30 955 391	28 208 897

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 _____	
Charge de l'exercice	4 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	5 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 _____	
Provision pour moins-value	12 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 _____	_____
	20 _____	
Cotisations salariales des employés	21 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
	23 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 _____	
Variation de la provision pour moins-value	28 _____	
Autres	29 _____	
-	30 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 _____	_____
Rendement espéré des actifs	33 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 _____	_____
Charge de l'exercice	35 _____	_____

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S/O

	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville d'Asbestos offre à tous ses employés de cotiser à un REER individuel. Le taux de cotisation s'élève à 7 % du salaire annuel de l'employé et la Ville cotise pour un montant équivalent à l'employé.

Régie intermunicipale sanitaire des Hameaux

Les employés admissibles de la régie cotisent à un REER collectif à raison de 1 % par année de service jusqu'à concurrence de 18 % du salaire admissible et la régie cotise pour un montant équivalent à l'employé.

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114 137 589	133 735

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115 1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM,

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>1 691</u>	<u>1 505</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	3 974	3 536
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	<u>1 725</u>	<u>1 535</u>
	119	<u>5 699</u>	<u>5 071</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 158 982	4 158 982	4 249 504
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	209 384	209 384	212 852
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6	1 218 406	1 218 406	1 200 441
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	5 586 772	5 586 772	5 662 797
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	7 150	7 150	7 225
Égout	11	1 302	1 302	1 602
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	757 255	757 255	748 459
Autres				
- RESTAURATION DES TROIS-LACS	14	48 370	48 370	48 460
- SURETÉ DU QUÉBEC	15	281 686	281 686	253 381
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	37 176	37 176	36 545
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 132 939	1 132 939	1 095 672
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 132 939	1 132 939	1 095 672
	27	6 719 711	6 719 711	6 758 469

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	214 317	214 317	205 227
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	178 947	178 947	162 018
	36	393 264	393 264	367 245
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	393 264	393 264	367 245
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	12 370	12 370	11 689
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	12 370	12 370	11 689
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	405 634	405 634	378 934

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2018	2018	2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	18 344	18 344	28 587
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	13 583	13 583	12 308
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	2 755	2 755	4 465
Réseau de distribution de l'eau potable	69	5 762	5 762	5 811
Traitement des eaux usées	70	1 809	1 809	697
Réseaux d'égout	71	8 213	8 213	7 688
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	55 294	55 294	54 205
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			146 290
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	12 179	12 179	14 150
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	26 237	26 237	25 425
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	144 176	144 176	299 626

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	100 000	100 000	5 308
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			11 509
Traitement des eaux usées	109	522 000	522 000	2 013 127
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			60 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	622 000	622 000	2 089 944

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	1 491 470	1 491 470	1 339 320
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	191 730	350 507	182 884
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	1 683 200	1 841 977	1 522 204
TOTAL DES TRANSFERTS	141	2 449 376	2 608 153	3 911 774

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142	5 133	5 133	8 600
Évaluation	143			
Autres	144			
	145	5 133	5 133	8 600
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	104 088	104 088	120 804
Sécurité civile	148	8 264	8 264	9 188
Autres	149			
	150	112 352	112 352	129 992
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	6 552	6 552	8 918
Autres	153	583	583	79 617
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	7 135	7 135	88 535
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	24 819	24 819	24 454
Réseau de distribution de l'eau potable	158	6 340	6 340	6 438
Traitement des eaux usées	159	34 864	34 864	33 803
Réseaux d'égout	160	12 044	12 044	43 487
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161		84 171	93 094
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164		217 060	182 024
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	78 067	379 298	383 300
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173			
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178	29 857	29 857	24 682
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181	29 857	29 857	24 682
Réseau d'électricité	182			
	183	232 544	533 775	635 109

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	184	75	75	948
Évaluation	185			
Autre	186	60 079	70 955	53 865
	187	60 154	71 030	54 813
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189	4 612	4 612	6 147
Sécurité civile	190			
Autres	191			
	192	4 612	4 612	6 147
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195	98 441	98 441	750 177
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201	98 441	98 441	750 177
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203	21 140	21 140	17 238
Traitement des eaux usées	204	295 490	295 490	167 280
Réseaux d'égout	205	7 198	7 198	3 325
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206			
Matières recyclables	207			37 276
Autres	208	24 820	24 820	30 193
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212	348 648	348 648	255 312
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217			
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220	7 267	7 267	7 170
	221	7 267	7 267	7 170
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222	199 024	199 024	158 423
Activités culturelles				
Bibliothèques	223	16 400	16 400	12 405
Autres	224			
	225	215 424	215 424	170 828
Réseau d'électricité	226			
	227	734 546	745 422	1 244 447
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	967 090	1 279 197	1 879 556

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	31 892	31 892	28 631
Droits de mutation immobilière	230	174 125	174 125	161 529
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233	206 017	206 017	190 160
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	178 325	178 325	185 629
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235	5 809	5 809	1 937
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	130 528	137 771	128 922
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	(3 120)	(3 120)	15 712
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238	99 155	99 155	131 537
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			319
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			1 140
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	938	11 134	17 379
	246	96 973	107 169	166 087
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2018			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1		193 187	193 187	152 061
Greffe et application de la loi	2		195 014	195 014	262 750
Gestion financière et administrative	3	47 967	864 903	984 250	1 059 869
Évaluation	4		125 316	125 316	134 837
Gestion du personnel	5		20 292	20 292	10 896
Autres					
- CRÉANCES DOUTEUSES	6		29 019	29 019	31 835
- FONDS GARANTIE UMQ ET AUTRES	7		11 275	17 982	42 699
	8		1 439 006	1 569 981	1 694 947
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9		546 808	546 808	518 942
Sécurité incendie	10	94 783	437 109	531 892	523 876
Sécurité civile	11		12 516	12 516	18 877
Autres	12		41 476	41 476	41 134
	13		1 037 909	1 132 692	1 102 829
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	398 403	941 830	1 340 233	1 876 849
Enlèvement de la neige	15	84 888	876 184	961 072	934 057
Éclairage des rues	16	29 747	121 291	151 038	136 612
Circulation et stationnement	17		48 288	48 288	30 269
Transport collectif					
Transport en commun	18		42 330	42 330	42 624
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22		2 029 923	2 542 961	3 020 411

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2018			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	283 098	55 078	338 176	367 615
Réseau de distribution de l'eau potable	24	257 927	142 885	400 812	485 963
Traitement des eaux usées	25	579 087	160 124	739 211	502 548
Réseaux d'égout	26	228 539	202 922	431 461	490 588
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	226 799		299 357	275 878
Élimination	28	226 962		226 962	226 629
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	240 931		419 782	381 235
Tri et conditionnement	30	55 286		55 286	55 209
Matières organiques					
Collecte et transport	31	63 585		167 688	139 632
Traitement	32	33 544		33 544	33 206
Matériaux secs					
Autres					
Plan de gestion	35			26 280	19 205
Autres	36	26 555	467	14 279	28 783
Cours d'eau	37	81 505		81 505	45 647
Protection de l'environnement					
Autres					
	40	2 303 818	561 476	2 865 294	3 052 138
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	97 905		97 905	110 140
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	22 929		22 929	26 236
	44	120 834		120 834	136 376
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	212 647		212 647	155 244
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux					
Autres biens					
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	349 065	13 583	362 648	434 460
Tourisme	49	3 247		3 247	404
Autres	50	53 453		53 453	41 374
Autres	51	68 211		68 211	68 375
	52	686 623	13 583	700 206	699 857

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2018			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	219 199	32 749	251 948	251 948	175 278
Patinoires intérieures et extérieures	54	215 101	65 690	280 791	280 791	291 448
Piscines, plages et ports de plaisance	55	228 624	24 684	253 308	253 308	216 891
Parcs et terrains de jeux	56	349 505	40 507	390 012	390 012	313 962
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	139 112		139 112	139 112	71 132
Autres	59	40 476		40 476	40 476	33 268
	60	1 192 017	163 630	1 355 647	1 355 647	1 101 979
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	116 587		116 587	116 587	115 383
Bibliothèques	62	227 599	16 992	244 591	244 591	223 743
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	344 186	16 992	361 178	361 178	339 126
	67	1 536 203	180 622	1 716 825	1 716 825	1 441 105
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	185 319		185 319	199 010	199 199
Autres frais	70				474	586
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	11 066		11 066	11 066	17 957
	73	196 385		196 385	210 550	217 742
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	1 411 469	(1 411 469)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Asbestos

Code géographique : 40043

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	1 437 125	1 437 125	1 913 576
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3	564 957	564 957	4 058 784
	Conduites d'égout	4	1 437 125	1 437 125	1 913 576
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	651	651	158 484
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	37 950	37 950	30 762
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	9 245	9 245	51 865
	Autres infrastructures	11			
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	14 446	14 446	
	Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives					
		15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	276 113	600 642	288 429
Ameublement et équipement de bureau					
		18	23 611	23 611	74 442
Machinerie, outillage et équipement divers					
		19	339 669	339 669	151 905
Terrains					
		20	114 478	114 478	
Autres					
		21			
		22	4 255 370	4 579 899	8 641 823

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	1 437 125	1 437 125	1 913 576
	Usines de traitement de l'eau potable	24			
	Usines et bassins d'épuration	25	564 957	564 957	4 058 784
	Conduites d'égout	26	1 437 125	1 437 125	1 913 576
	Autres infrastructures	27	47 846	47 846	233 289
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28			
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31			
	Autres infrastructures	32			7 822
Autres immobilisations					
		33	768 317	1 092 846	514 776
		34	4 255 370	4 579 899	8 641 823

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	15 881		15 881	
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	6 712 334	1 290 732	825 275	7 177 791
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	6 728 215	1 290 732	841 156	7 177 791
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	817 833	104 900	125 526	797 207
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	817 833	104 900	125 526	797 207
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	817 833	104 900	125 526	797 207
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	817 833	104 900	125 526	797 207
	19	7 546 048	1 395 632	966 682	7 974 998
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	7 546 048	1 395 632	966 682	7 974 998

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	7 589 000
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	8 471 616
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	797 207
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	15 263 409
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	385 050
--	----	---------

Endettement net à long terme	17	15 648 459
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	582 803
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	16 231 262
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	16 231 262
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	114 013	114 013	111 504
Autres	3	106 458	106 458	104 228
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7	15 585	15 585	15 284
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	41 939	41 939	42 102
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	22 922	22 922	22 924
Matières résiduelles	12	26 555	26 555	28 216
Cours d'eau	13	48 460	48 460	48 460
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	35 351	35 351	36 114
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	84 250	84 250	82 968
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	65 554	65 554	58 348
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	561 087	561 087	550 148

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 228 797	8 343 424
Frais de financement	4	26 573	64 393
Autres	5		
	6	4 255 370	8 407 817

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	10,00	33,50	20 880,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	1,00	48,00	***	***	***
Cols blancs	3	14,50	32,50	24 079,00	***	***	***
Cols bleus	4	19,50	40,00	40 540,00	***	***	***
Policiers	5				***	***	***
Pompiers	6	27,00	4,00	5 536,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				***	***	***
	8	72,00		91 083,00	***	***	***
Élus	9	7,00			123 080	22 016	145 096
	10	79,00			***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	2 755				2 755
Réseau de distribution de l'eau potable	13	5 762				5 762
Traitement des eaux usées	14	1 809	152 424	369 576		523 809
Réseaux d'égout	15	8 213				8 213
Autres	16	1 808 837	100 000			1 908 837
	17	1 827 376	252 424	369 576		2 449 376

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	15 840	25 372
	4	15 840	25 372
Sécurité publique			
Police	5	348	402
Sécurité incendie	6	19 661	20 087
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	20 009	20 489
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	63 535	66 635
Enlèvement de la neige	11	13 746	15 486
Autres	12	6 016	7 647
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	83 297	89 768
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 329	758
Réseau de distribution de l'eau potable	17	26 172	29 299
Traitement des eaux usées	18	1 496	719
Réseaux d'égout	19	32 596	23 720
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	61 593	54 496
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	15 379	17 483
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	267	
Autres	38		
	39	15 646	17 483
Réseau d'électricité			
	40		
	41	196 385	207 608

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
HUGUES GRIMARD	29 500	14 750
JEAN-PHILIPPE BACHAND	9 167	4 583
PIERRE BENOIT	10 167	5 083
RENÉ LACHANCE	9 167	4 583
CAROLINE PAYER	10 167	5 083
JEA N ROY	11 147	5 573
ALAIN ROY	10 167	5 083

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- | Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|----------------------------|---------------------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

- | | | | |
|--|----------------------------|---------------------------------------|--|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 7 | _____ \$ | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> | |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

27 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 _____

b) Date d'adoption de la résolution

30 _____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Asbestos

Code géographique : 40043

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la VILLE D'ASBESTOS,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE D'ASBESTOS (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville / municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GROUPE RDL VICTORIAVILLE SENCRL

JOËL MINVILLE, CPA AUDITEUR, CA

DATE 2019-05-06

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Asbestos

Code géographique : 40043

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 194 110
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	211 390
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	1 236 160
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	5 641 660

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	7 230
Égout	11	1 300
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	753 250
Autres		
- RESTAURATION DES TROIS-LACS	14	48 460
- SURETÉ DU QUÉBEC	15	313 370
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	30 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 153 610
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	500
	25	500
	26	1 154 110
	27	6 795 770

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	218 700
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	183 480
	9	402 180

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	402 180

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	11 510
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	11 510

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	413 690

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 279 891 707	X 5 1,0363	/100\$ 6 2 900 593				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 33 136 041	X 8 1,2338	/100\$ 9 408 832				
Immeubles non résidentiels	10 36 136 352	X 11 1,8833	/100\$ 12 680 556				
Immeubles industriels	13 14 429 400	X 14 2,0707	/100\$ 15 298 790				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 852 200	X 20 1,0363	/100\$ 21 8 831				
Immeubles agricoles	22 697 000	X 23 1,0363	/100\$ 24 7 223				
Total			25 4 304 825	26 (110 715)	27 ()	28	29 4 194 110
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 279 891 707	X 5 0,0522	/100\$ 6 146 003				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 33 136 041	X 8 0,0621	/100\$ 9 20 577				
Immeubles non résidentiels	10 36 136 352	X 11 0,0947	/100\$ 12 34 221				
Immeubles industriels	13 14 429 400	X 14 0,1042	/100\$ 15 15 035				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 852 200	X 20 0,0522	/100\$ 21 445				
Immeubles agricoles	22 697 000	X 23 0,0522	/100\$ 24 364				
Total			25 216 645	26 (5 255)	27 ()	28	29 211 390

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ()	63 ()	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	□□□□ , □□□ \$
Égout	2	□□□□ , □□□ \$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□ \$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□ \$
Matières résiduelles	5	□□□□ , □□□ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
SERVICE AQUEDUC - RESIDENTIEL	0,2031	1	
SERVICE - EGOUT - RESIDENTIEL	0,1263	1	
SERVICE AQUEDUC - + 6 LOGEMENTS	0,2419	1	
SERVICE - EGOUT - + 6 LOGEMENTS	0,1503	1	
SERVICE AQUEDUC - NON RESIDENTIEL	0,3692	1	
SERVICE - EGOUT - NON RESIDENTIEL	0,2297	1	
SERVICE AQUEDUC - INDUSTRIEL	0,4059	1	
SERVICE - EGOUT - INDUSTRIEL	0,2525	1	
SERVICE AQUEDUC - AGRICOLE	0,2031	1	
SERVICE - EGOUT - AGRICOLE	0,1263	1	
SERVICE AQUEDUC - TERRAIN VAGUE	0,2031	1	
SERVICE - EGOUT - TERRAIN VAGUE	0,1263	1	
RESTAURATION TROIS-LACS	150,0000	4	RIVERAIN
RESTAURATION TROIS-LACS	90,0000	4	SECTEUR
RESTAURATION TROIS-LACS	35,0000	4	TERRAIN VACANT
MAT. RESIDUELLES - DOMESTIQUES		7	SELON CATÉGORIE
MAT. RESIDUELLES - ICI		7	SELON VOLUME
SERVICE SQ - RESIDENTIEL	96,0000	4	
SERVICE SQ - +6 LOGEMENTS	172,0000	4	
SERVICE SQ - NON RESIDENTIEL	248,0000	4	
SERVICE SQ - INDUSTRIEL	248,0000	4	
SERVICE SQ - AGRICOLE	96,0000	4	
SERVICE SQ - TERRAIN VAGUE	96,0000	4	
PISCINE	25,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	6 795 770
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	500
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	445 395
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	30 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	6 319 875

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 365 142 700

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12

		1
--	--	---

 ,

7	3	0	8
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	643 515	265 560		9 276	429 409	7 587
De secteur	2	191 638	80 392		2 807	129 157	1 661
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	170 808	70 401		2 308	114 257	1 154
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	500					
	8	1 006 461	416 353		14 391	672 823	10 402

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	3 050 153			4 405 500
De secteur	10	830 505			1 236 160
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	764 682			1 123 610
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				500
	16	4 645 340			6 765 770

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	240 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>9 310 050 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>682 200 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>296 470 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>165 000 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , MANON CARRIER , atteste que le rapport financier consolidé de Asbestos pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Asbestos.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Asbestos consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Asbestos détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-06 09:38:48

Date de transmission au Ministère : 2019/05/24